

On a un scoop : figurez-vous que les espions espionnent. Si, si, sérieux. Personne ne le savait jusqu'à ce qu'Edward Snowden le révèle. Et attention ils n'espionnent pas que des terroristes. Sinon ça ne serait pas si grave. Ben non, même les conversations d'Angela et François ont été écoutées de très près. Et peut-être même que vous et moi aussi on y a eu droit. Allez savoir. Pour peu que votre petit neveu s'appelle Ousama ou que dans votre famille on a sa carte au PCF depuis 3 générations... C'est qu'ils n'aiment pas trop les cocos les Américains. Mais bon, la polémique autour des écoutes de la NSA a au moins un avantage : elle détourne un peu l'attention des Français de tous les autres sujets importants. Car pendant ce temps-là, le chômage continue de monter, la crise de ne pas finir, les entreprises de fermer en dépit de bénéfices qui se comptent en millions parfois en milliards d'euros. Et Marine Le Pen quant à elle continue d'occuper largement la place médiatique. Difficile en effet de passer à côté de la présidente du F Haine, dès qu'on ouvre la télé on a de grandes chances de l'entendre pérorer. Ce qui n'empêche pas la même sphère médiatique de s'étonner de la montée du FN. Mais non, ils n'y sont pour rien. Mais oui, le FN est un parti comme un autre. Mais oui... Puisqu'ils le disent...

Ça, ce n'est pas Calais !

Les initiatives prises par madame Bouchart font souvent parler d'elles. Chacun se souvient du jardin « effets maire », de l'exposition de bonbons devant l'hôtel de ville, des études pour réaliser un parking souterrain place d'Armes... C'est encore le cas de la dernière d'entre elles, qui fait parler, tant à Calais, qu'au niveau national.

L'immigration en direction de la Grande-Bretagne a toujours existé, elle s'est renforcée vers la fin des années 1990, pour devenir particulièrement importante en nombre dans le courant de l'année 1999 avec les nombreux habitants du Kosovo fuyant la guerre dans leur pays. De nombreux Calaisiens se souviennent encore du parc Saint-pierre transformé en camp de fortune pour des femmes, des enfants, des hommes qui ne cherchaient qu'à se protéger de la pluie et du froid, dans l'attente d'un passage en Angleterre.

La réponse à ce besoin de protection, sera ce que chacun appellera le camp de Sangatte. Un camp qui, malgré une gestion sérieuse par la Croix Rouge, et l'aide appréciable qu'il apportait à des populations en souffrance, deviendra au fil du temps une base pour de nombreux passeurs.

C'est à la fin de l'année 2003 que Sangatte sera fermé. Depuis l'immigration qui se renforce au gré des guerres (Afghanistan, Irak, Lybie, Syrie...) a pour conséquence une augmentation du nombre de personnes errant dans les rues de Calais.

Le problème n'est donc pas nouveau, et madame Bouchart ne pourra pas invoquer la responsabilité d'autrui. Dire que rien n'a été entrepris depuis 2003 pour répondre aux besoins vitaux de cette population en souffrance, serait pur mensonge. Mais si engagement il y a eu, il est davantage celui des militants associatifs que celui des pouvoirs en places. Disons même franchement que du côté des pouvoirs, la chasse aux migrants est devenue permanente : contrôle au faciès, interpellation à

longueur de journée, évacuation des lieux temporaires de repos... Certes, tous les fonctionnaires affectés à cette tâche n'ont pas un comportement inhumain, mais un certain nombre d'entre eux vont parfois trop loin et adoptent des attitudes inadmissibles de la part de représentants de la loi. Des migrants qui portent leur misère sur le dos et tentent par tous les temps de passer en Angleterre. Des hommes et des femmes qu'on pousse dans leurs derniers retranchements pour qu'ils partent vers un ailleurs qui n'existe pas, puisqu'ils veulent juste aller de l'autre côté, à 32 kilomètres.

A quelques mois des municipales, sans doute inquiète de la montée du Front National, qui après lui avoir permis d'être élue en 2008 pourrait être l'un des éléments de sa défaite, Madame Bouchart vient de prendre une initiative tout à fait « puante ». Elle appelle à la délation, elle demande à tous ceux qui le souhaiteront de bien vouloir dénoncer les migrants qui tentent de se mettre à l'abri des caprices de la météo. Envoyez un mail, téléphonez, dénoncez...

Aujourd'hui les migrants et demain ? Les pauvres ? Les syndicalistes ? Les communistes ? Les juifs ? Les magrébin ? Les Turcs ? Les handicapés ? Les vieux qui reviendraient trop cher à la société ?...

Comment croire un instant que la délation permettra d'une manière ou d'une autre, d'apporter un semblant de réponse à ce problème de la migration ? Comment croire un instant que les migrants puissent être responsables de l'état d'insécurité sociale dans lequel se trouve la population calaisienne ?

Qui peut croire que les migrants seraient responsable de l'augmentation de 40% du chômage depuis 2008, de l'augmentation des impôts locaux de plus de 40%, du fait que de nombreux Calaisiens soient obligés de se priver de soins faute de moyens, que de nombreux retraités se retrouvent impossibles alors qu'ils n'ont que de petites retraites, que de nombreux salariés ont peur pour l'avenir de leur entreprise...

Montrer l'autre, celui qui n'a pas la même couleur de peau, celui qui est faible et ne peut comprendre ce qu'on lui veut, comme responsable n'est pas digne d'un élu détenant un mandat majeur de la République. D'une République dont la devise est : Liberté, Égalité, Fraternité. D'un pays que l'on appelle celui des Droits de l'Homme.

Il est des actions qui honorent les élus, il est des attitudes qui les déshonorent. Venir nous faire croire dans quelque jours que l'on a des idées respectueuses de tous, parce qu'on installe sur la place d'Armes la statue du général De Gaulle et de son épouse, n'a aucun sens ! Surtout si l'on a conscience que ceux qui étaient face à De Gaulle et aux Communistes utilisaient eux-même des méthodes de dénonciation pour...

Si de petits esprits se sont laissé embarquer dans cette aventure nauséabonde, reconnaissons que les réactions visibles de la population calaisienne sur les chaînes de télévision ont été d'une grande sagesse, d'une profonde humanité. C'est cela l'essentiel, et c'est cela Calais : une ville de respect, d'humanité, de courage.

Jacky Héning

Le dessin



On y pense

On l'a déjà écrit ici même plusieurs fois, mais on va continuer jusque fin décembre, parce que c'est aussi notre rôle : si vous ou l'un de vos proches (le petit-fils qui a eu 18 ans cette année par exemple, posez-lui donc la question) n'êtes pas encore inscrit sur les listes électorales, vous avez jusqu'au 31 décembre. Et c'est au service état civil de la mairie que ça se passe. Faites-le savoir autour de vous...

On y pense

Vous pouvez d'ores et déjà noter la date du prochain Conseil municipal, il aura lieu

Le mercredi 6 novembre
18 h 30
Hôtel de ville de Calais

Comme d'habitude on ne peut que vous inciter à venir assister aux débats, toujours très instructif pour se rendre réellement compte du comportement des uns et des autres.

On le note

L'Atelier a repris ses bonnes habitudes. Chaque vendredi à partir de 18 h, vous pouvez donc venir à l'Atelier prendre un verre entre copains, papoter, taper le cartons ou même, soyons fous, parler politique... Il en faut pour tous les goûts...

Ouverture de l'Atelier
Tous les vendredi soir
à partir de 18 h
Bd de l'Égalité

Calaire ou le mépris affiché

Le tribunal de commerce de Boulogne-sur-Mer ayant décidé d'accorder la reprise de l'entreprise chimique au groupe Axenthis (plus connu à Calais sous le nom de sa filiale Synthexim), il importe désormais de savoir comment seront traités les 111 salariés qui ne seront pas repris.

Les salariés s'attendaient à ce que leurs problèmes soient mis en discussion. Las d'attendre, ils ont tenu au début de la semaine dernière à exprimer leur colère. Le message était particulièrement clair : « jusqu'à présent nous avons été plus que responsables, mais si l'on veut nous pousser à bout, alors nous pouvons ne pas être gentils du tout ».

Un message reçu cinq sur cinq par le représentant de l'État qui, compte tenu de la montée de la colère, prenait l'initiative d'organiser une réunion de concertation en Préfecture.

Une réunion qui ne débouchait pas sur grand-chose, puisqu'on y a juste appris que le plan social ne contenait, pour le moment, que 1,4 million d'euros pour 111 salariés, que pour les possibilités de formations professionnelles elles se situeraient dans le schéma classique des formations actuelles.

Rentré d'urgence de Strasbourg pour la réunion, Jacky Hénin devait intervenir avec force pour faire comprendre au représentant de l'État qu'une telle situation n'était pas acceptable : « les salariés qui vont perdre leur em-

ploi, qui sont plus nombreux que ceux qui vont rester, ont le sentiment profond d'être abandonnés. Un peu plus de 10 000 euros pour des femmes et des hommes qui ont parfois donné plus de 35 ans à l'entreprise, c'est du mépris ! Le précédent plan social avait permis de mobiliser 5,5 millions d'euros pour 49 salariés. Par ailleurs, ne proposer que des formations classiques n'est pas à la hauteur des enjeux. Le tribunal ayant accordé un droit de réembauche de 36 mois pour les salariés de Calaire, il conviendrait de trouver des moyens dérogatoires pour permettre une formation longue de

36 mois. Ainsi, avec les départs progressifs en retraite pour raison d'âge, les salariés qui ne seraient pas réembauchés pourraient espérer un peu plus tard être repris ». Un message fort, entendu et apprécié des salariés, entendu par l'État, c'est moins sûr.

Les salariés et leurs organisations syndicales n'entendent pas en rester là et réclament avec force une intervention de l'État qui a quand même empoché 192 millions d'euros en plein été en vendant ses parts du groupe auquel appartenait Calaire jusqu'en décembre 2012.

C'est dans les moments difficiles que l'on apprécie les gestes de sympathie, de solidarité. Les salariés de Calaire, ont ainsi reçu la visite d'Éric Vercoutre et de Sébastien Cotté représentant du Syndicat maritime nord (scop SeaFrance) venus leur remettre un chèque de 1500 euros pour la solidarité (notre photo). Un beau geste.

Le dossier se poursuit, et l'on attend avec impatience la réponse du gouvernement à une demande de rencontre signée par les trois parlementaires du Calaisis.



Où est l'erreur ?

Devinette : une « erreur » s'est glissée dans l'image représentant la Place d'Armes rénovée et utilisée pour créer le visuel des animations de fin d'année. Saurez-vous la retrouver ?



Réponse : l'emplacement de l'entrée de feu le parking souterrain est encore visible. Elle y croyait tellement, à son parking, qu'elle continue à utiliser les visuels qui l'évoquent. Alors, nostalgique Natacha ?

Rendez-vous

Concours de belote
Samedi 9 novembre
à partir de 19 h
10 € à l'Atelier
194 Bd de l'Egalité

Inscription obligatoire auprès de Malika, directement à la permanence ou à l'Atelier le vendredi à partir de 18 h.

Petite restauration sur place (croque-monsieurs, hot-dogs)
 Nombreux lots à gagner

Poil à gratter

« Welcome »

Le hasard fait tout de même parfois bien les choses. Alors que Natacha Bouchart appelait les Calaisiens à la délation sur sa page Facebook, France 2 décidait de programmer ce dimanche soir, « Welcome » le film de Philippe Lioret. L'histoire d'un migrant qui veut traverser la Manche à la nage pour retrouver sa petite amie. Un hymne à la tolérance qui a une résonance particulière en ces temps, disons mouvementés. Mais c'est vrai qu'à l'époque Natacha Bouchart avait déclaré ne pas vouloir voir ce film...

Ridicule

Courant septembre les ambassadeurs de l'efficacité énergétique, embauchés en Contrat d'emploi d'avenir par la CAC, étaient invités à rencontrer le 1^{er} Ministre, Jean-Marc Ayrault, en visite à Arras. L'occasion était trop belle pour Philippe Blet de se faire un peu mousser. Sauf que voilà, il n'était pas invité. Ou à cela ne tienne, il a insisté, insisté et insisté encore jusqu'à ce que, lassés de son manège, les responsables de la visite lui permettent

de suivre. Quand il ne peut pas rentrer par la porte, il passe par la fenêtre le président de l'agglomération. Au risque de se ridiculiser. Mais c'est pas grave, il a l'habitude...

Victoire ?

Notre grand politologue local, Philippe Blet, a sa vision bien à lui du conflit qui dure depuis maintenant plusieurs semaines à Calaire Chimie. Pour lui, « le site ne sera pas détruit, c'est déjà une victoire. » (Nord Littoral 23-10-13). Une victoire ? 111 salariés sur le carreau, Philippe Blet appelle ça une victoire ! Il est grand temps qu'il arrête la politique.

Merci qui ?

C'était en août 2010. A l'époque voici ce qu'on pouvait lire dans la presse : « Depuis l'arrivée de Natacha Bouchart aux affaires, les relations entre l'association (« Les chalets de la plage » NDLR) et la municipalité se sont quelque peu pacifiées. « Aujourd'hui, le projet d'une digue surélevée avec un passage souterrain pour les voitures fait de plus en plus

son chemin. Cela permettrait d'apercevoir la mer sans toucher aux chalets, » déclarait alors Jean-Pierre Pruvost, secrétaire de l'association. Aujourd'hui il doit se demander s'il n'a pas été un peu « naïf ». Car non seulement le passage souterrain a été tout bonnement... enterré, mais en plus il ne peut que constater que « depuis l'évacuation du squat Mouron, les migrants ouvrent les chalets. Environ 80 chalets ont déjà été forcés. Ça fait 15 %. » (Nord Littoral 27-10-13). Alors, on dit merci qui ? Merci Natacha... Ben oui Jean-Pierre, c'est ta copine Natacha qui fait évacuer les squats. Tu le savais pas ?

Délirant

C'est l'histoire d'une jeune femme qui vient d'accoucher à l'hôpital de Calais. Tout s'est très bien passé, la maman et le bébé vont bien. Seul petit souci, la maman se plaint de douleurs au bras. Pour s'assurer qu'il n'y a rien de grave il faut lui faire passer une échographie. Eh bien vous ne le croirez pas mais la jeune femme a été emmenée, en ambulance, à Coulogne, dans le privé donc, pour y passer l'examen.

La raison ? A l'hôpital aucun médecin n'était disponible pour interpréter les résultats. On croit rêver !

Pétition pour La Poste

La cellule PCF du Fort-Nieulay a décidé de lancer une pétition contre la décision de fermeture du bureau de poste du quartier tous les après-midis à partir du 1^{er} janvier 2014. Une nouvelle attaque contre la notion de service public qui va obliger les personnes âgées qui ont parfois des difficultés à se déplacer mais aussi les personnes qui appréciaient cette proximité à se rendre en centre-ville. Certes, la distance peut paraître dérisoire pour certains mais cette décision montre surtout la volonté de La Poste de se désengager toujours davantage de sa mission première, alors qu'elle perçoit des aides de l'état pour rester présente dans les quartiers difficiles auxquels appartient le Fort.

La pétition est disponible auprès des militants communistes du Fort, chez les commerçants et téléchargeable sur le blog du Rusé : www.leruse.fr